



ASSEMBLÉE NATIONALE

9ème législature

Etablissements de soins : Seine-Saint-Denis

Question écrite n° 57197

Texte de la question

M Eric Raoult appelle l'attention de M le ministre de la sante et de l'action humanitaire sur les consequences nefastes pour la population de Seine-Saint-Denis d'une restructuration de l'unite Sud du service de lutte contre la toxicomanie, situe a Villemomble. En effet, cette restructuration prevue par la DDASS entrainerait la suppression de plusieurs postes : educateurs specialises, assistantes sociales, infirmiers psychiatriques, psychologues, secretaires. L'unite Sud aide 21 communes de la Seine-Saint-Denis et le nombre de consultations a progresse de 54 p 100 entre 1990 et 1991. Ces postes sont donc absolument necessaires aux missions du centre qui sont, d'une part : l'accueil aux toxicomanes, le sevrage, les post-cures, en collaboration avec les hopitaux de Bondy, du Raincy et de Montfermeil, et, d'autre part, la prevention dans les ecoles (en 1991 le centre est intervenu dans 17 etablissements scolaires de la Seine-Saint-Denis). Il lui demande donc de bien vouloir lui preciser s'il compte intervenir aupres de la DDASS afin qu'elle revienne sur les dispositions du projet de restructuration.

Texte de la réponse

Reponse. - L'honorable parlementaire a bien voulu appeler l'attention du ministre de la sante et de l'action humanitaire sur la restructuration du service departemental de lutte contre la toxicomanie. Cette restructuration s'averait indispensable du fait de problemes de gestion importants et surtout d'une activite de prise en charge des toxicomanes tres faible au regard des moyens consacres. Elle vise donc en premier lieu a augmenter les possibilites d'accueil et de consultations des toxicomanes et de leurs familles en ouvrant d'autres points d'accueil, a Montreuil notamment, et en second lieu a disposer de moyens de controle rigoureux des depenses en regroupant l'ensemble des activites menees au sein d'un meme service, Cette reorganisation n'engendre en aucun cas une diminution de l'enveloppe departementale de credits lutte contre la toxicomanie. Au contraire, celle-ci est largement augmentee des 1992, afin de garantir aux personnels de ce service un statut stable en confiant la gestion de tout le service a un hopital du departement.

Données clés

Auteur : [M. Raoult](#) •ric

Circonscription : - Rassemblement pour la République

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 57197

Rubrique : Drogue

Ministère interrogé : santé et action humanitaire

Ministère attributaire : santé et action humanitaire

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 4 mai 1992, page 2023